



Syndicat

Pénitentiaire des

Surveillant(e)s et Surveillant(e)s Brigadiers



Les jours se suivent et se ressemblent !

En décembre 2015, à la suite d'un méli-mélo d'actions déraisonnables pour ne pas dire absurdes (blocage de la cérémonie de fin de scolarité des élèves à l'E.N.A.P, nombreux boycott de CAP, etc...), les syndicats du système se sont finalement résignés à signer, lors de l'état d'urgence, un misérable accord avec Madame TAUBIRA, ex-ministre de la Justice.

Comme d'habitude, outre deux ou trois miettes jetées aux Surveillant(e)s, cet accord n'était que coquille vide.



Bien malhonnêtement, pour remplir un tant soit peu cette coquille, les syndicats signataires avaient tiré parti des décisions prises par le Président de la République, à la suite des attentats terroristes de Paris.

En effet, ces décisions contenues dans le Relevé de Conclusion, découlaient directement des attentats terroristes, et n'avaient par conséquent aucun lien avec les actions absurdes menées précédemment par les trois syndicats.

Aujourd'hui, soit un peu plus d'un an après ce minable accord, dans un communiqué commun intitulé "*Les jours se suivent et se ressemblent à la DAP...*", deux des trois syndicats signataires de l'accord de décembre 2015, font état de "***la situation globale et particulièrement catastrophique au sein de l'institution pénitentiaire***".

Nous avons là une bien belle preuve de la manière dont ces syndicats continuent de tromper leur monde ! Hier ils se vantaient de leur signature du Relevé de Conclusion comme d'un fait historique, aujourd'hui, soit 1 an plus tard, ils nous resservent la litanie de récriminations et de protestations.

Les Surveillant(e)s vivent des conditions de travail difficiles (agressions, rythmes de travail infernaux, etc...), mais ils ne sont pas dupes des manœuvres syndicales. Ils sont toujours plus nombreux à vouloir mettre fin au manège des syndicats du système..., et à rejoindre le combat sincère du SPS, pour préparer un avenir meilleur.

1er mars 2017, le Bureau Central

S.P.S. : L'alternative syndicale